

Discours stigmatisants à l'encontre de ceux que l'on appelle les Roms

Recensement non exhaustif effectué par le CNDH Romeurope durant l'année 2013

Janvier 2014

Département / Ville	Date	Discours stigmatisant des élus
Dunkerque **Nord (59)**	2013	Le FN lance une "pétition contre l'immigration clandestine". On peut y lire: "dans quelques mois, dès janvier 2014, il ne sera plus possible de reconduire à la frontière les Roms venus de Roumanie et de Bulgarie, parce l'Union européenne l'impose (…). Les Roms pourront ainsi en toute légalité circuler et s'établir sur le territoire européen, non plus par milliers mais sans doute par centaines de milliers." Cette pétition est accompagnée d'un tract : "Insalubrité, travail des enfants, prostitution, traite d'êtres humains, insécurité, vols, cambriolages...Pas chez nous! Dites Stop"
Wattrelos **Nord (59)**	1er janvier 2013	Lors de ses traditionnels vœux de début d'année, le maire de Wattrelos Dominique Baert (PS) a appelé à une évacuation rapide du terrain situé dans le quartier du Plouys appartenant à LMCU. Le message adressé a été on ne peut plus clair : "Nous respectons et respecterons la loi relative à l'accueil en aire adaptée des gens du voyage. Mais pour les Roms, c'est non ! Ceux qui ont, d'autorité, été placés au Plouys doivent même partir et le plus tôt sera le mieux. Je n'accepte pas que le nom de ma ville soit sali à la une des médias par des comportements mafieux de gens qui n'ont rien à faire chez nous. C'est une affaire de sécurité publique comme de dignité humaine".
Ris-Orangis **Essonne (91)**	18 janvier 2013	Lettre ouverte du maire, Stéphane Raffali (PS), aux habitants. Il s'engage à « aboutir dans les plus brefs délais aux démantèlements de campements insalubres et dangereux ».
Ris-Orangis **Essonne (91)**	1er février 2013	Le maire PS, Stéphane Raffalli a organisé une réunion le 20 février avec des « parents d'élèves ». Au cours de cette réunion une femme a déclaré : « Ils (les roms) volent. Mais moi je laisse pas faire » Le maire renchéri : « Vous avez raison. C'est ça le trouble à l'ordre public. »
National	1er Mars 2013	Le Ministre de l'Intérieur, Manuel Valls (PS) déclare que les Roms "ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution". Il dit également partager les propos du premier ministre roumain Victor Ponta, qui aurait assuré que les Roms "ont vocation à rester en Roumanie ou à y retourner".
Champs-sur-Marne **Seine et Marne (77)**	5 Avril 2013	La Maire de Champs sur Marne, Maud Tallet (PC) avait écrit, le 19 novembre 2012 à la Préfète de Seine et Marne. Dans son courrier, elle expliquait, entres autres, que « l'impuissance des forces de l'ordre aujourd'hui » conduisait « à un état d'esprit appelant à l'organisation d'une autodéfense et à la constitution de groupe de surveillance active dans certains quartiers »
Marseille **Bouches-du-Rhône (13)**	9 Avril 2013	Sénatrice et maire des 15 et 16e arrondissements, Samia Ghali (PS): « Quand les Roms s'installent quelque part, c'est avéré après on a une recrudescence des cambriolages ». et quand le public commence à citer en référence les événements de la cité des Créneaux au cours desquels des Roms ont été chassés par des riverains, elle lâche : « à Saint-Antoine, ça va mal se terminer ». Jean-François Noyes : « Ils ne peuvent pas vivre qu'en faisant les poubelles. Même s'il y en a quelques-uns qui travaillent, ils vivent de rapine »

Hautmont Nord (59)	11 Avril 2013	Avec l'accord du Préfet du Nord, le Conseil Général va aménager un de ses terrains à Hautmont pour y accueillir des Roms. Le maire de la commune, Joël Wilmotte (UMP) menace de faire démissionner son conseil municipal pour protester contre cette décision, qu'il juge "autoritaire".
National	17 Avril 2013	Communiqué de presse de Marine Le Pen. (FN) « Statistiquement, la thèse de l'origine accidentelle devient extrêmement douteuse. On ne peut s'empêcher de penser que ces mystérieux incendies sont volontairement déclenchés pour contraindre les autorités à reloger gratuitement les Roms clandestins.[…] D'autant que de plus en plus souvent les juges administratifs s'appuient sur la circulaire Valls d'août 2012 et le droit européen pour forcer l'Etat à payer des logements ou de coûteuses nuits d'hôtel aux familles de clandestins Roms.[…] De surcroît, le pillage organisé du pays par des réseaux criminels nomades étrangers doit cesser. »
Lille Nord (59)	31 Mai 2013	Sur le site du FN de la Fédération Lille métropole, a été publié un message intitulé "Wasquehal doit redevenir une ville normale". On y apprend qu'une pétition a été lancée par les commerçants du quartier Pavé de Lille, qui aurait recueilli 1400 signatures en 17 jours. Elle "dénonce la présence grandissante des Roms dans la ville et manifeste le ras-le-bol des habitants et des commerçants face à cette montée exponentielle de l'insécurité à Wasquehal". Le message poursuit ainsi: "Il faut de toute urgence, comme le propose le Front National, envoyer un message très clair aux candidats Roms à l'installation sur le territoire de la commune de Wasquehal: vous devez quitter la ville".
Nancy Meurthe-et-Moselle (54)	Juin 2013	Dans le n°175 de NANDY infos, le maire, René Réthoré (PS) déclarait une politique de la ville avec "Plus de fermeté pour les camps Roms", politique mise en place " depuis le 2 janvier 2013". Le Maire rappelle avoir demandé à la Préfète de Seine-Saint-Marne "l'expulsion immédiate des premiers arrivants" et avoir "fait procéder chaque semaine à des contrôles des identités des véhicules et des personnes."
Nice Alpes-Maritimes (06)	1er Juin 2013	Propos de Christian Estrosi (UMP) maire de Nice : "Depuis plusieurs mois, je m'efforce de démanteler et d'obtenir l'évacuation des campements de Roms qui créent de nombreuses nuisances dans notre ville." Il poursuit : "Il est inadmissible que des élus et des associations qui prétendent protéger la dignité humaine entravent le travail des forces de l'ordre et se mettent en marge des règles de notre République en incitant des étrangers en situation irrégulière et des Roms à commettre des délits. Je souhaite que chacun sache que ceux qui ne respectent pas les lois de la République, que les Roms, les squatteurs et les étrangers en situation irrégulière ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la ville de Nice et je prendrai toutes les mesures pour ne pas relâcher la pression."
Marseille Bouches-du-Rhône (13)	7 Juin 2013	Guy Teissier, maire UMP des 9e et 10e arrondissements de Marseille. A un journaliste lui faisant remarquer qu'il y a 2000 Roms sur la métropole marseillaise, il a répondu : « Mais c'est 2000 de trop ! Même si c'était dix, c'est encore trop. Ce n'est pas le problème du nombre, c'est le problème de notre capacité à intégrer. Nous n'avons

		plus de capacité à intégrer. C'est 2000 plus les milliers d'immigrants clandestins ou réguliers qui déferlent sur ce pays. Et tout ça est à intégrer, tout ça est à scolariser, tout ça est à soigner, tout ça est à loger. C'est ça le problème. » « Ces gens bien entendu vivent de rapine et de vol... Pas de l'air du temps ! » juge encore le maire. Marsactu fait remarquer que les visites d'élus dans les camps de Roms sont plutôt rares. « Le problème, ce n'est pas d'aller voir. Qu'est-ce que je vais leur dire à part aller contempler leur misère ? Moi je suis venu ici pour dénoncer l'incurie de l'État » se défend Teissier, qui assure : « Dans les camps de Manouches, on y va. C'est souvent encadré par un pasteur. Et puis, ils parlent français, c'est plus simple. »
Caissargues **Gard (30)**	7 Juin 2013	Julien Sanchez, conseiller régional Languedoc-Roussillon et membre du bureau national du FN, a animé un point de presse face à un bidonville. Il a affirmé : « Il y a 1,5 millions de personnes qui attendent un logement social. Ces Roumains se sont installés illégalement, les maires alentour se plaignent des nuisances (chapardages, insalubrité, prostitution, travail des enfants…) sans que la situation n'évolue d'un pouce, alors qu'ils sont expulsables depuis le 16 mars dernier. Et, en plus, ces Roms sont soutenus par des associations subventionnées par les pouvoirs publics et les parlementaires, à commencer par Christophe Cavard (Europe Ecologie/Les Verts) venu, hors de sa circonscription, mettre en demeure l'Etat de régler leur problème. Nous voulons être maîtres chez nous ». Selon lui, Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, doit appliquer sans plus de délais les quatre dispositions urgentes suivantes: "démantèlement de tous les camps de Roms, renforcement des sanctions pour atteinte à l'ordre public, refus de la libre circulation et de l'accès aux emplois aux Roms, interdiction de l'accès des Bulgares et Roumains à l'espace Schengen ».
Marseille **Bouches-du-Rhône (13)**	8 Juin 2013	Didier Réault, conseiller municipal UMP twittait «bientôt à Marseille #Capelette pour la même action » en réponse à un article d'Europe 1. Ce dernier annonçait que trois cocktails Molotov avaient été jetés dans la nuit de jeudi à vendredi contre des caravanes occupées par des Roms à Hellemmes.
Paris **Ile-de-France (75)**	12 Juin 2013	Communiqué de Wallerand de Saint Just (FN) suite à l'évacuation Porte de la Villette : « Les Roms à Paris : le tonneau des Danaïdes ». Il y affirme : « des interventions concertées sont prévues dans les rues du secteur Bastille-République, où de nombreuses familles roms sont installées. Ces opérations, qu'il faudra indéfiniment renouveler, coûtent un argent formidable au contribuable. Wallerand de Saint Just demande que l'Etat, le préfet de police et le maire de Paris prennent les mesures nécessaires pour que le contribuable parisien n'ait plus à financer ainsi l'envahissement de la capitale ».
National	29 Juin 2013	Sur le plateau de Salut les Terriens!, la question de "l'intégration des Roms en France et sur les initiatives mises en place par les municipalités pour les accueillir a été posée. Nicolas Dupont-Aignant, président de Debout la République et maire d'Yerres (Essonne), a dénoncé "la délinquance et les mafias qui gravitent autour des camps Roms". Caroline Vigneaux (comédienne et ancienne avocate) s'est indignée de ces propos. "[Les principes de la

		République] ne sont pas appliqués, a déploré Nicolas Dupont Aignan. C'est la misère ! C'est la délinquance !" "La France est quand même une terre d'accueil, a rétorqué Caroline Vigneaux. Enfin moi j'ai appris ça à l'école." "Et bien pas pour la délinquance!" "Mais pourquoi vous associez Roms et délinquance ?" "Ha bah parce que c'est la réalité !"
Rosny-sous-Bois Seine-Saint-Denis (93)	30 Juin 2013	Deux élus ont organisé une manifestation : les maires de Rosny-sous-Bois, Claude Capillon (UMP) et de Neuilly-Plaisance, Christian Demuynck (UMP). Ils étaient donc présents et tenaient une banderole "L'expulsion, c'est maintenant". Dans un communiqué du 1er juillet, les deux maires annoncent qu'ils ont décidé de saisir la justice contre l'Etat ("face au refus du Ministre de l'intérieur et du Préfet de Seine-Saint-Denis d'appliquer une décision de justice demandant l'évacuation du camp illégal de Roms"
Marseille Bouches-du-Rhône (13)	1er Juillet 2013	Un des objectifs visé par la mairie de Marseille (UMP) serait de surveiller les Roms. La municipalité admet une maladresse mais affirme n'avoir voulu en aucun cas stigmatiser cette population. Pourtant la mention "Roms" figure bien sur quelques fiches envoyées aux entreprises candidates à l'installation de ces futures caméras de vidéo-surveillance. Tout comme les autres mentions "circulation" "stationnement" et "délinquance".
Villeneuve d'Asq Nord (59)	1er Juillet 2013	Le maire, Gérard Caudron (divers gauche) réagit au projet de la préfecture de créer un second dispositif d'insertion de familles roms dans la ville: "La préfecture bafoue les engagements de réduire de 400 à 100 le nombre de Roms en stationnement à Villeneuve d'Ascq. Il y a dans notre ville une détérioration du climat et une hausse de la délinquance qui font que l'on arrive aux limites du supportable. Au préfet de prendre ses responsabilités comme il l'a fait il y a peu à Lille. Et s'il faut aller manifester notre mécontentement en préfecture, nous irons, avec les riverains, dont je suis solidaire."
Lyon Rhône (69)	2 Juillet 2013	Denis Broliquier, maire UDI du 2e arrondissement de Lyon, réagit à l'évacuation de la Place Carnot: "La place Carnot n'est que la partie la plus visible de l'iceberg. Toute l'agglomération est touchée par la question des demandeurs d'asile et des Roms. Alors pourquoi, en attendant de vraies mesures pérennes, ne pas suspendre la domiciliation de ces populations que nous n'avons plus les moyens d'accueillir décemment ?"
Nice Alpes-Maritimes (06)	4 juillet 2013	Jean-Marie Le Pen (FN) venu présenter la candidate pour les municipales, Marie-Christine Arnautu a tenu les propos qui suivent: "Je vais vous faire un pronostic: "Vous avez quelques soucis, paraît-il, avec quelques centaines de Roms qui ont dans la ville une présence urticante et disons... odorante. (...) Ceci n'est que le petit morceau de l'iceberg." "Je vous annonce que dans le courant de l'année 2014, il viendra à Nice 50.000 Roms au moins puisqu'à partir du 1er janvier, les 12 millions de Roms qui sont situés en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie auront la possibilité de s'établir dans tous les pays d'Europe", a-t-il poursuivi, estimant que la politique gouvernementale vis-à-vis de cette minorité avait "un effet de recrutement fantastique"
Nice Alpes-Maritimes (06)	7 Juillet 2013	Christian Estrosi, maire UMP de Nice, était l'invité d'Europe 1. Il est revenu sur les expulsions de gens du voyage occupant des terrains

		illégalement à Nice, en faisant au passage l'amalgame avec la communauté rom. Il a souligné que l'expulsion de personnes occupant des terrains illégalement est devenue plus difficile par la circulaire Valls de 2012. "J'appelle les maires de France à la révolte, quelque part, et à utiliser le mode d'emploi qui est le mien", a déclaré le maire de Nice. "Nous disposons de moyens qui nous permettent de le faire." Il appelle les maires de France à "ne pas céder". "Le pire des exemples dans cette affaire, c'est de céder. Je n'ai lâché sur rien", a-t-il assuré. L'ancien ministre du Budget, Eric Woerth a soutenu les propos de Christian Estrosi: "Les gens en ont assez", a-t-il déclaré au micro de RTL avant d'ajouter que "les abus qu'il dénonce, je les constate aussi chez moi, à Chantilly".
National	9 Juillet 2013	Marine Le Pen, présidente du Front National, s'exprime sur les Roms à l'émission "Grandes Gueules" de la radio RMC. Elle déclare qu'il y a "une multiplication inouïe de campements de Roms, qui sont des clandestins." Elle demande "la suspension immédiate de Schengen pour que nous retrouvions nos frontières, pour que nous puissions interdire à ces gens de s'installer sur le territoire !" Sur le site officiel du Front National une pétition circule d'ailleurs à ce sujet, elle s'intitule "Campements de Roms: ça suffit!"
Cholet **Maine et Loire (49)**	22 Juillet 2013	Le député maire de l'UDI, Gilles Bourdouleix, a tenu des propos haineux envers les gens du voyage assimilés aux Roms en déclarant "Comme quoi, Hitler n'en a peut-être pas tué assez". Suite à cela le Point publie sur son site un sondage reprenant l'amalgame et le propos de l'élu en donnant aux internautes le choix entre 4 réponses. «Cette phrase est intolérable: une apologie de crime contre l'humanité que même Jean-Marie Le Pen n'aurait pas osé prononcer», «Ces mots sont excessifs, mais ils traduisent l'exaspération des élus et des Français de voir des gens du voyage s'installer n'importe où», «Cette polémique permet d'évacuer le vrai problème: oui, les Roms et les gens du voyage sont une nuisance et un danger. Et le gouvernement ne fait rien» ou «Je n'oserai jamais le dire, mais j'approuve cette phrase».
National	13 Août 2013	Jean-Marie Le Pen a fustigé mardi une récente décision de justice de verser 75 euros d'indemnité par jour à des personnes déplacés de leur campement et sans proposition de logement. «Cette annonce en Roumanie a provoqué un enthousiasme fanatique pour le départ, départ jusqu'ici limité. Des dizaines de milliers, des centaines de milliers, de ces Roms vont partir pour revenir chez nous pour y trouver le pactole. En effet 75 euros par jour et par tête c'est le miracle pour eux», a commenté Jean-Marie Le Pen. «Et un jour peut-être serez-vous obligés de débaptiser la Promenade des Anglais pour l'appeler la "Romenade" tant ils seront nombreux à avoir répondu à l'appel qui leur a été lancé, je suppose par le syndicat de la magistrature», a-t-il ajouté.
Croix **Nord (59)**	16 Septembre 2013	Le maire de Croix, Régis Cauche (UMP) a tenu des propos incitant au meurtre en affirmant qu'il soutiendrait ses administrés, s'ils s'en prenaient aux Roms. Il déplore "l'arrivée massive de roms à Croix" depuis l'évacuation du camp illicite de Lille-Sud et les accusations de nombreux vols ou dégradations dans sa commune.
National	18 Septembre 2013	Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP) a déclaré sur i-télé que «le premier sujet» des Parisiens est «l'insécurité» et trouve que «les

		Roms harcèlent beaucoup les Parisiens». Elle propose de remettre les arrêtés anti-mendicité agressive "tout simplement pour que la police puisse avoir les bases légales pour les contrôles d'identité et pour travailler." Bernard Debré, député UMP de Paris, va dans le même sens. "De nombreux Roms sont venus prendre possession de la ville de Paris. D'ailleurs, ils sont présents en nombre dans d'autres villes. Ils sont là, harcelant les Parisiens ou les touristes, volant, pillant, quémandant", écrit l'ancien ministre jeudi 19 septembre sur son blog.
Wasquehal Nord (59)	19 Septembre 2013	Le maire de Wasquehal (Nord), Gérard Vignoble (UDI), a écrit jeudi au président François Hollande au sujet des Roms, inquiet du "climat généré (...) épouvantable et dangereux" dans la métropole lilloise." Les Roms n'ont pas toujours les comportements adaptés à nos modes de vie et habitudes semant la crainte et l'exaspération" écrit-il. Il aurait reçu une réponse du Président de la République qui dit "l'avoir entendu".
National	24 Septembre 2013	Manuel Valls est intervenu sur France Inter. A la question de savoir si seulement une minorité de roms avaient un projet de vie et voulaient s'intégrer en France, Manuel Valls a répondu : "Oui, il faut dire la vérité aux Français". "Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation, il faut tenir compte de cela, cela veut bien dire que les roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie", a-t-il ajouté. Manuel Valls a reçu le soutien indirect de Bertrand Delanoë. À l'issue du Conseil des ministres, Najat Vallaud-Belkacem a défendu la politique «portée avec fermeté et humanité par Manuel Valls», en affirmant que «le retour au pays fait partie de la palette des solutions». Seize élus socialistes - sénateurs, députés ou maires -, comme Daniel Vaillant ou Gérard Collomb, ont publié une tribune dans le Journal du Dimanche pour soutenir l'action du ministre de l'Intérieur sur ce dossier. Le 2 octobre, Manuel Valls aurait exprimé ses regrets et a reconnu avoir fait quelques maladresses sur le sujet. Cette déclaration fait suite à l'intervention du 1er ministre à l'AN, lequel a déclaré que "les Roms sont intégrables s'ils respectent aux lois de la République."
Wattrelos Nord (59)	29 Septembre 2013	Le Maire de la commune de Wattrelos, Dominique Baert (PS) déclara lors d'une interview que « la liberté de circuler n'implique pas la liberté de s'installer et encore moins n'importe où (…) J'ai été élu pour gérer le bien-être de mes concitoyens ; les Roms n'en font pas partie, c'est une évidence. » Sur son blog, le député de la 8ème circonscription du Nord a titré "Roms, je suis d'accord avec Valls"
Saint-Yrieix-la-Perche Haute Vienne (87)	29 Septembre 2013	Daniel Boisserie (PS) député maire de Saint-Yrieix-la-Perche et parlementaire, interrogé par France 3 Limousin a déclaré: « lorsqu'on installe des Roms, il y a le crime, il y a la drogue, il y a la prostitution. » Il a tenté de clarifier ses propos quelques jours plus tard en déclarant: "C'est parce que les Roms vivent le plus souvent dans des camps insalubres aux conditions de sécurité déplorables, qu'ils sont la proie de réseaux mafieux qui exploitent leur pauvreté»
National	1er Octobre 2013	Nadine Morano (UMP) a lancé une pétition contre l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen, car "les Français et au premier chef, les maires de nos communes sont excédés par les Roms qui envahissent illégalement nos territoires. Les pays dont ils

		sont originaires s'exonèrent de leur responsabilité d'intégration. C'est inacceptable ! C'est pourquoi la France doit s'opposer à leur entrée dans l'espace Schengen le 1er janvier prochain. »
Istres Bouches-du-Rhône (13)	1er Octobre 2013	François Bernardini (PS) maire d'Istres, a déclaré sur son blog partagé les propos de Valls et ainsi ne pas confondre "humanisme" avec "angélisme". Il annonce également que "tout rassemblement illicite sera automatique expulsable, à partir du moment où cet équipement existe. Cela rassurera nos administrés qui ne verront plus, sur les terrains d'Istres et Entressen, des caravanes installées pour un bout de temps !"
Lyon Rhône (69)	4 Octobre 2013	Denis Broliquier, maire UDI du 2ème arrondissement, lance une pétition pour évacuer le campement sous l'autopont de Perrache. Une fois le nombre suffisant de signatures obtenu, il enverra sa pétition à Manuel Valls.
Boissy-Saint-Léger Val-de-Marne (94)	7 Octobre 2013	Le Préfet du Val-de-Marne a exprimé sa volonté de procéder rapidement à l'expulsion de tous les campements « Roms » qui bordent la nationale 19 entre Boissy-Saint-Leger et Bonneuil-sur-Marne.
Nice Alpes-Maritimes (06)	8 Octobre 2013	Christian Estrosi (UMP) a annoncé la création d'un arrêté municipal "anti-bivouac" permettant à la police municipale "de lutter plus efficacement contre les Roms".
Antibes Alpes-Maritimes (06)	11 Octobre 2013	Le maire d'Antibes (UMP) a lancé un appel aux citoyens pour qu'ils signalent à la police les squats des sans-abri roumains.
Lyon Rhône (69)	14 Octobre 2013	Trois semaines après avoir signé une tribune dans le Journal du dimanche en soutien à Manuel Valls, Gérard Collomb (PS) a fait une déclaration sur le sort des SDF d'origine étrangère vivant dans des bidonvilles à Lyon: "Ces populations n'ont pas vocation à s'intégrer dans le pays. Elles viennent ici parce qu'elles ont des difficultés dans le leur."
Courmelles Aisne (02)	27 Octobre 2013	Une quarantaine d'habitants de la commune de Courmelles à côté de Soissons se sont rassemblés à 11 h 30 devant la sous-préfecture pour manifester leurs inquiétudes suite à l'installation de plusieurs familles en provenance du terrain des terrains près de Lens, évacués quelques jours auparavant. Environ 40 personnes se sont installées sur l'aire de grand passage de la communauté d'agglomération. Des élus locaux devraient être reçus le Préfet ou le Sous-Préfet lundi pour évoquer le dossier.
National	30 Octobre 2013	Distribution d'un tract sur un marché du 15eme arrondissement pour la candidature de Philippe Goujon (UMP) député-maire du 15e et dont l'objet concerne les Roms. " Ne les laissons pas s'implanter les réseaux mafieux de l'est" peut-on lire sur le document.
Saint-Maur-Des-Fosses Val-de-Marne (94)	31 Octobre 2013	Le Maire de la commune, Henri Plagnol (UMP puis UDI) a obtenu de la justice l'expulsion d'une famille pour récupérer des places d'hébergement d'urgence pour "ses" SDF. Une pétition a été rédigée pour soutenir son action dûment critiquée.
Oullins	9 Novembre 2013	Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées en milieu de

Rhône (69)		journée, à l'appel de leur sénateur-maire UMP François-Noël Buffet, pour protester contre la réquisition d'un terrain de la ville par la préfecture pour accueillir 300 albanais désignés comme "Roms".
Roquebrune-sur-Argens Var (83)	12 Novembre 2013	Lors d'un conseil de quartier, le maire UMP de la commune, Luc Jousse, a dit regretter que les pompiers aient été appelés "trop tôt pour éteindre un incendie qui s'était déclaré dans un camp Rom". Un habitant avait enregistré la réunion publique.
National	14 Novembre 2013	Le 22 septembre 2012 à l'université d'été du Front national à la Baule (Loire-Atlantique), Jean-Marie Le Pen avait enchaîné les provocations sur l'immigration. Moquant les Roms, il avait suscité rires et applaudissements nourris en leur attribuant la phrase : "Nous, nous sommes comme les oiseaux, nous volons naturellement".
Saint-André Nord (59)	26 Novembre 2013	Le maire UDI de la commune, Olivier Henno, a déposé une motion aux élus du Conseil de la commune. " Il a été décidé collectivement qu'il n'était pas possible d'accueillir 3 000 Roms, a-t-il rappelé. Un syndicaliste qui a travaillé à Lommelet et à Ulysse-Trélat et qui sera bientôt à la retraite a proposé l'installation de ces familles à Ulysse-Trélat. J'ai immédiatement écrit au préfet pour dire mon opposition" Finalement, le conseil municipal a "manifesté sa volonté de refuser l'implantation de personnes Roms sur le site d'Ulysse-Trélat"
National	16 Décembre 2013	Au Conseil de Paris, le député UMP Pierre Lelouche a déclaré: "Il est plus facile aujourd'hui d'enlever une voiture à Paris, ça prend 15 minutes. J'en ai fait l'expérience. Quinze minutes entre le moment où vous vous garez et le moment où on enlève la voiture. Il peut se passer des mois, des années avant que l'on bouge un mendiant rom qui est là à l'année, tous les matins, qui revient, qui repart. C'est insensé !" "On n'est pas dans l'Union européenne pour servir de dépotoir aux ressortissants des populations dont on ne veut pas s'occuper dans les pays d'origine", a t-il ajouté sur RTL.
Montpellier Hérault (34)	16 Décembre 2013	Jacques Domergue, candidat UMP aux élections municipales à Montpellier, a comparé les "nuisances" que génèrerait l'implantation d'un village d'insertion des Roms à celles provoquées par l'usine de méthanisation des déchets Amétyst. Au cours du conseil municipal lundi 16 décembre, l'élu d'opposition qui voulait fustiger le coût de l'opération (2 millions d'euros), a sévèrement dérapé sur son extrême droite. Rappelé à l'ordre par le maire Hélène Mandroux (PS) et d'autres élus, il a enfoncé le clou : "Je ne les mets pas sur le même plan, mais la nuisance est peut-être pire avec les Roms".